

OPINION

L'importation de pétrole appauvrit le Québec

Scott McKay, Député de L'Assomption, Parti québécois

Édition [du samedi 10 et du dimanche 11 janvier 2009](#)

Mots clés : Économie, Environnement, Pétrole, Importation, Énergie, Québec (province)

On se rend de plus en plus à l'évidence de la pertinence de réduire la dépendance de notre économie envers les combustibles fossiles. Aux arguments environnementaux bien connus concernant le réchauffement climatique et les impacts des polluants atmosphériques sur la santé des personnes vient s'ajouter une réalité économique étoffée.

Basée traditionnellement sur l'exportation, l'économie du Québec a toujours présenté une balance commerciale positive. Or celle-ci penche du côté négatif depuis 2004. Les deux principaux produits d'importation du Québec sont le pétrole et l'automobile. La hausse du prix du pétrole a fortement contribué à creuser le déficit de la balance commerciale internationale du Québec. En fait, l'an dernier, le déficit commercial du Québec s'est creusé à près de 11 milliards, malgré une augmentation des exportations de 64 à 70 milliards entre 2003 et 2007.

Un autre impact négatif de notre dépendance au pétrole concerne l'instabilité des prix. Celle-ci nuit à l'industrie manufacturière puisque les entreprises ont du mal à prévoir leurs coûts de production. Cette contrainte a contribué à la baisse marquée des investissements dans le secteur manufacturier. Le ministère québécois des Finances évalue pour sa part qu'une hausse de 20 % du prix du pétrole entraîne un recul du PIB réel de 0,8 % la première année et de

1,4 % après deux ans. Selon nous, les perspectives économiques et environnementales se rejoignent et se complètent. Les économies performantes de l'avenir seront celles qui auront pu se libérer de la dépendance lourde au pétrole. Le Québec a déjà une longueur d'avance grâce à l'hydroélectricité. Est-ce qu'on se sert de cet avantage pour progresser ou se contente-t-on de se «péter les bretelles»?

Dans les faits, le Québec ne pose pas les gestes nécessaires pour se sevrer de sa soif de pétrole. La stratégie énergétique 2006-2015 du gouvernement Charest, présentée en mai

2006, reconnaissait pourtant le problème. On y visait une diminution de la consommation annuelle de produits pétroliers de 10 %, soit l'équivalent de 13,5 millions de barils de pétrole.


Le gouvernement libéral fait reposer sur l'Agence de l'efficacité énergétique une partie essentielle de la mise en oeuvre de sa stratégie énergétique. L'agence soumet ces jours-ci son premier Plan d'ensemble en efficacité énergétique et nouvelles technologies à l'approbation de la Régie de l'énergie. L'analyse de ce document démontre toutefois que l'on est loin de se diriger vers l'atteinte de l'objectif gouvernemental dans le secteur du pétrole. Du propre aveu de l'agence, les mesures proposées d'ici 2010 représentent environ 0,7 % de réduction de la consommation, alors que la cible pour 2015 est de 10 %. L'agence n'a même pas réussi à déterminer un potentiel technico-économique des mesures réalisables qui s'approche de l'objectif de 2015...

L'examen du plan en matière de nouvelles technologies s'avère tout aussi lamentable. Alors que les terres agricoles et les forêts québécoises recèlent un vaste potentiel d'énergie sous forme de biomasse, l'agence est incapable de proposer des mesures concrètes permettant d'éliminer le chauffage au mazout en faveur de cette ressource bien québécoise. Son plan est également décevant relativement au déploiement des autres énergies renouvelables (éolienne, solaire, géothermique), dont le Québec dispose pourtant à profusion.

Il est possible de faire du Québec un pôle des énergies et du transport propres. Le défi est de traduire cet objectif en stratégie concrète, déployée sur un laps de temps déterminé, se traduisant par un ensemble de programmes ciblés vers des objectifs précis. Cette stratégie devra être soutenue par une volonté politique et administrative sans faille.

Le tout nécessitera certes quelques années d'efforts de l'appareil gouvernemental, mais aussi de l'ensemble de la population québécoise. Les résultats pour notre économie -- par exemple sur la balance commerciale du Québec, sur la compétitivité de nos entreprises, sur la création d'emplois en région et sur le revenu disponible des ménages -- entraîneront des effets bénéfiques et durables.

Publicité - Un produit ou un service ?

Recherche	
<input type="text"/>	<input type="button" value="RECHERCHER"/>